



Paris, le 14 décembre 2007

Objet : Lettre ouverte

Monsieur le président de la République,

Les ingénieurs des TPE réunis en congrès les 13 et 14 décembre 2007, en appellent à vous.

ILS RAPPELLENT leur attachement de toujours au service public de l'aménagement et du développement durables des territoires qui constitue une valeur de la République.

ILS CONSIDERENT que pour être harmonieux et couvrir tout le territoire, ce développement nécessite en particulier des réseaux de transport, fluvial, maritime, aérien, ferroviaire et routier, qui ne peuvent être soumis aux seules lois du marché.

ILS CONSIDERENT que l'État et les collectivités, pour porter les politiques publiques et notamment pour les mettre en œuvre au plus près des territoires dans leurs projets de développement, ont besoin d'une ingénierie de proximité partagée, hors du champ de la concurrence.

ILS RAPPELLENT la richesse nationale que constitue le réseau scientifique et technique pour toute la sphère publique, au titre de cette ingénierie, mais aussi de la recherche, et dont elle ne saurait se passer sans conséquences néfastes à moyen terme.

ILS DEMANDENT une vraie Revue Générale des Politiques Publiques (RGPP) ni partisane ni libérale a priori, qui prenne en compte les éléments ci-dessus dans l'intérêt général de la Nation.

ILS REJETTENT par avance toute décision arbitraire et autoritaire qui nuit à cet intérêt général, en particulier toute réduction de ses moyens au seul motif de réduire les dépenses de l'État.

ILS CONSIDERENT que les annonces faites le 12 décembre 2007 à l'issue du comité de modernisation des politiques publiques, ne constituent que des réformes de structures.

ILS VOUS INTERPELLENT pour que vous missionniez le ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement Durables afin de construire un projet ambitieux pour son ministère et ses services (tant au niveau central que déconcentré) qui permettra notamment d'assurer le nécessaire éclairage technique indépendant permettant au politique de prendre les justes décisions.

ILS SE DECLARENT prêts à s'engager dans les actions lancées par leurs fédérations de rattachement (équipement, environnement, transports, services et fonctionnaires) pour faire aboutir ces positions soucieuses de l'avenir de la France et de son modèle de service public.